**Intervention de M. Bernard Accoyer,
Président de l'Assemblée nationale,
devant la COSAC plénière,
à Paris, lundi 3 novembre 2008**

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un très grand plaisir que je m'associe à M. le Président du Sénat Gérard Larcher pour vous souhaiter la bienvenue dans cette quarantième réunion de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires européennes.

Je pourrais même dire désormais Conférence des Commissions des affaires européennes puisque, depuis cet été, les Délégations pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale et du Sénat sont devenues, à l'occasion d'une grande modernisation de nos institutions, des « Commissions » à l'image de toutes leurs homologues étrangères. Ce changement sémantique est d'ailleurs l'un des nombreux témoignages de notre vaste effort pour renforcer la place de l'Europe au sein même du Parlement français. Notre ambition est d'en faire, à vos côtés, l'un des interlocuteurs incontournables des institutions de l'Union, un acteur à part entière dans la marche de l'Europe.

Je le dis avec d'autant plus de conviction que le pas de l'Europe s'est fortement accéléré ces derniers mois.

Qui aurait cru possible, au tournant de l'été, que l'on puisse parler et faire preuve d'une véritable gouvernance économique européenne prenant toutes ses responsabilités face à la panique financière, à un niveau plus élevé, plus déterminant que nos partenaires américains, en pleine collaboration avec la banque centrale européenne ? Qui aurait compté sur une Europe ferme et unie, capable de stopper le grave conflit entre la Russie et la Georgie ? Le monde a brutalement testé l'Europe, en ces derniers mois. Eh bien, l'Europe a répondu « présente ».

La lancinante question de sa légitimité aux yeux des citoyens trouve là une éclatante réponse. Et elle en trouve bien d'autres, plus discrètes mais tout aussi précieuses, sur

le front de l'Europe des résultats concrets. L'Union a adopté un pacte d'immigration pragmatique et généreux. Les débats sur notre plan de lutte contre le réchauffement climatique sont certes intenses. Mais ils prouvent que l'Europe assume ses responsabilités, et s'efforce d'endosser à nouveau ses habits de pionnier dans la construction d'un monde plus respectueux de la planète.

Nous le voyons bien, tous ces sujets engagent notre destin collectif. Nous, parlementaires nationaux, qui constituons en quelque sorte la sève séculaire de la démocratie, avons ici comme ailleurs un rôle décisif à jouer en coopération avec le Parlement européen. Car nous sommes redevables, devant nos électeurs, de la direction que prennent nos sociétés. Le défi démocratique de l'Europe, c'est donc aussi le nôtre.

Bien sûr, le traité de Lisbonne apportera, je l'espère de tout cœur, la stabilité, l'efficacité et la légitimité nécessaires pour consolider et pérenniser les progrès aujourd'hui accomplis dans l'urgence des périls. C'est précisément pourquoi nous devons apaiser au plus vite les craintes exprimées par nos amis irlandais afin de reprendre rapidement tous ensemble la route vers une Union plus forte et plus proche des peuples. Ne nous y trompons pas, cette route passe immanquablement par Lisbonne.

J'en veux pour preuve que c'est précisément le traité de Lisbonne qui donne, pour la première fois, une place éminente aux parlements nationaux, trop longtemps isolés dans leur tête-à-tête avec leurs gouvernements, maîtres exclusifs de l'agenda européen.

Le traité nous confie en effet de vraies armes pour peser dans les choix à Bruxelles. Pour poser des limites, en s'assurant, au travers du contrôle de la subsidiarité, que les textes européens apportent de réelles valeurs ajoutées aux citoyens. Mais aussi, de manière tout aussi prometteuse, pour participer aux grands débats sur notre destin commun.

Vous le savez, si le traité de Lisbonne entre en vigueur, toutes les prochaines révisions des traités passeront obligatoirement par la convocation d'une Convention, réunissant des représentants de tous nos Parlements. Cela signifie que désormais, nous serons systématiquement et préalablement associés à la détermination des directions fondamentales que prend l'Union.

Dans un même esprit, le traité nous reconnaît un rôle dans le contrôle et l'évaluation de la politique commune de liberté, de sécurité et de justice, au cœur des prérogatives traditionnelles des parlements nationaux. Vous avez choisi d'y réfléchir dès à présent, et je veux vous en féliciter. Car c'est bien grâce à cette immersion dans la fabrique de la loi européenne, dans un contrôle collectif de ses résultats et aussi, sans doute, de ses insuffisances, que nous serons à même d'assumer le rôle que nos citoyens attendent de nous.

Je vois ici ce qui pourrait être notre force, notre contribution décisive à l'édification d'une Europe des citoyens. Les parlements nationaux sont les lieux éprouvés des débats démocratiques, sans tabou, sans rigidité, avec la volonté constante de forger les ententes et de faire naître, par la confrontation quotidienne des idées, les solutions innovantes. Si nous parvenons à faire valoir nos points de vue auprès des institutions européennes, je suis convaincu que nos citoyens auront le sentiment que l'Europe est désormais un peu moins loin d'eux.

A cet égard, je salue les efforts entrepris pour élargir ce débat parlementaire à l'échelle des 27. Pas moins de dix rencontres interparlementaires se déroulent dans notre pays pendant la présidence française de l'Union européenne. J'ai participé à de nombreuses d'entre elles, et je veux témoigner de la qualité de leurs travaux et de la fertilité de leurs débats.

La COSAC participe à sa juste place de ce vaste mouvement prometteur. Son rôle, en particulier dans l'expérimentation de notre mission de veille sur la subsidiarité, est incontournable et précieux.

Mais, dans la perspective plus générale de l'irruption des parlements nationaux dans le jeu institutionnel européen, je crois que nous devons aller plus loin et plus vite encore. La crise géorgienne et la crise financière ont obligé l'Europe à avancer à grand pas. Eh bien, je dirai que le « non » irlandais, c'est « notre » crise, la crise démocratique. Celle qui exige que nous prenions toute notre part des responsabilités. Tisser un vrai lien de confiance et d'espoir entre l'Union et ses peuples, c'est aussi notre travail. Nous ne pouvons attendre que le nouveau traité soit en vigueur pour nous y atteler avec force. Et peut-être même, comme l'Europe est allée, pendant ces derniers mois, beaucoup plus vite que son chantier institutionnel, pourrions-nous tous ensemble trouver les moyens originaux pour jouer dès à présent le rôle que le traité de Lisbonne nous assigne pour demain ?

Je sais que vous débattrez avec vitalité et compétence de toutes ces questions. Et je suis certain que MM. Pierre Lequiller et Hubert Haenel sauront mener avec efficacité vos travaux de façon à assurer le succès de cette COSAC plénière.